

Nous avons peur pour la sécurité de nos enfants

■ De l'impact du décret inscription sur la sécurité et la qualité dans un athénée bruxellois. Récit de galère, quatre mois après l'ouverture forcée de deux classes supplémentaires de première année secondaire, pour pallier le manque de places dans la Région.

La sécurité et la qualité de vie des élèves dans les écoles bruxelloises ont été mises sous les feux de l'actualité fin 2015 suite aux actions gouvernementales face aux menaces terroristes. Aujourd'hui, les mesures de sécurité face à ce type de danger ont été allégées et la situation dans les écoles est redevenue "normale". Mais nous, parents d'élèves de l'Athénée royal Jean Absil à Etterbeek (Bruxelles), avons toujours peur pour la sécurité de nos enfants. Et ceci n'a rien à voir avec le terrorisme : nous étions inquiets avant les attentats et nous le sommes encore aujourd'hui, pour des raisons liées à l'application dans notre Athénée du Décret Inscriptions de la ministre Joëlle Milquet, dont celle-ci ne semble toujours pas mesurer l'impact.

Deux classes de plus...

En début d'année scolaire, nous avons été surpris d'apprendre qu'il avait été exigé de l'école l'ouverture de deux classes supplémentaires de première secondaire, dont une dans l'urgence, pour faire face à l'afflux de demandes d'inscriptions et combler à tout prix le manque de places dans les écoles de la Région bruxelloise.

Certes, l'Athénée est fort prisé, la qualité de l'enseignement et de l'encadrement dont bénéficient les jeunes est notoire et nous savons que la direction met tout en œuvre pour assurer l'accueil le plus humain à tous les enfants. Mais pourquoi faut-il forcer les portes d'Absil et contraindre une

école complète – car saturée au niveau des communs – à augmenter plus que de raison sa population, alors que des établissements des environs, et non des moindres, ont encore des places disponibles ?

... locaux insuffisants et insalubres

Quatre mois après la rentrée, et avec l'application des mesures spéciales de sécurité prises pendant la crise des attentats, nous disposons désormais d'un recul suffisant pour analyser les conséquences de cette décision et dresser un état des lieux des conditions de travail dans l'établissement où sont scolarisés nos enfants.

Deux classes supplémentaires de 1^{re} année représentent, d'ici 5 ans, 12 classes de plus dans l'établissement (qu'il faudra concevoir, équiper et gérer) sans inscrire un seul élève en plus en première an-

née ! Deux classes représentent 52 élèves (notons que normalement il devrait y avoir au maximum 24 élèves par classe). Douze classes regrouperont donc théoriquement 312 élèves.

En termes de locaux, outre les salles de cours, les enfants doivent pouvoir manger (réfectoire), faire du sport (salles de gym et vestiaires), fréquenter des labos pour les cours scientifiques, avoir une cour de récréation sécurisée ou en état pour se dépenser et des préaux pour pouvoir se mettre à l'abri et, pour l'hygiène, un nombre suffisant de toilettes en état de fonctionnement. Une délégation de notre association de parents a effectué une

visite des bâtiments un peu plus approfondie et fouillée que lors d'une fancy fair et nous avons pu constater de nombreux problèmes parmi lesquels, notamment, l'absence d'alarmes incendie et détecteurs de fumée, des issues de secours insuffisantes pour le nombre d'élèves de l'école et dangereuses en cas d'évacuation en urgence, de larges fissures dans le revêtement des cours de récréation, des canalisations d'eaux endommagées menaçant le réseau électrique, des fuites d'eau des toitures endommageant gravement le parquet de salles, notamment de gymnastique, sans parler de locaux tous équipés de simple vitrage.

Les services de la ministre Milquet étaient parfaitement informés des conditions minimales qui étaient nécessaires à l'ouverture de ces deux nouvelles classes en première année. En urgence, deux classes ont été "rafraîchies" et un nouveau local sanitaire "aménagé". Ce qui, concrètement, a consisté à remettre une couche de peinture sur les murs (sans reboucher les trous et fissures et sans

repeindre le plafond dans les classes) et à installer 2 urinoirs et 4 toilettes dépourvues de portes et aux cloisons limitées à 1,50 m de hauteur dans des locaux sanitaires destinés à des ados âgés de 12 à 18 ans !

Les conditions de sécurité et sanitaires minimales nécessaires pour un établissement scolaire du XXI^e siècle n'ont pas été prises en compte et les arguments qui nous ont été avancés en guise de réponse ne clarifient certainement pas la situation.

Stress et agressivité

Les mesures de sécurité supplémentaires prises en novembre pour confiner les élèves dans les classes ont fini de démontrer que le nombre d'étudiants accueillis à Absil est trop élevé et la gestion des locaux tout simplement impossible dans une telle situation. Nous sommes d'autant plus inquiets qu'après plusieurs mois dans ces nouvelles condi-

tions de travail, le stress croissant (préaux bondés, couloirs et réfectoires surchargés...) provoque des réactions, en particulier dans les classes

du degré inférieur, incluant des cas de brimades, voire des comportements plus agressifs, entre élèves.

A ce stade, professeurs, éducateurs et personnel de l'école, confrontés à ces difficultés, ont réussi à les résoudre en partie, mais la situation n'est pas tenable à long terme. Nous ne demandons pas du luxe pour nos enfants mais bien des conditions décentes et sécurisées de travail et de vie au quotidien pour des lieux qu'ils fréquentent au moins 34 heures par semaine. C'est pourquoi nous demandons au plus vite un planning concret, clair et pragmatique pour la suite des travaux de fond, en priorité bien entendu, les plus urgents. Il est essentiel que les financements nécessaires soient réellement débloqués au plus vite. Et puisque notre école a, en une seule rentrée scolaire, accepté une augmentation de près de 30 % de sa capacité d'accueil, nous attendons que les autorités s'engagent solennellement à renoncer d'ores et déjà à toute augmentation du nombre d'élèves pour les cinq années à venir !

Nous sommes d'autant plus inquiets qu'après plusieurs mois dans ces nouvelles conditions de travail, le stress croissant (préaux bondés, couloirs et réfectoires surchargés,...) provoque des réactions [...] incluant des cas de brimades, voire des comportements plus agressifs, entre élèves.

HUGUES
DHAEYER,
FRANÇOIS
SAINT-LAGER ET
LES MEMBRES
DU COMITÉ
ET DU GROUPE
"SECURITE"
Association
de parents de
l'Athénée Jean Absil.